



RAPPORT DANS LE CADRE DU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

MARDI 28 JANVIER 2025



OBJET DU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

- **DEPUIS LA LOI « ADMINISTRATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE » (ATR) DU 6 FÉVRIER 1992, LA TENUE D'UN DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE (DOB) S'IMPOSE AUX COMMUNES ET PLUS GÉNÉRALEMENT AUX COLLECTIVITÉS DANS UN DÉLAI DE DEUX MOIS PRÉCÉDANT L'EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF. PREMIÈRE ÉTAPE DU CYCLE BUDGÉTAIRE ANNUEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES, LE ROB EST UN DOCUMENT ESSENTIEL QUI PERMET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DE LA VILLE.**



Sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires, un débat est organisé afin d'échanger sur les éléments suivants :

- ❖ **La structure et la gestion de la dette,**
- ❖ **La structure et l'évolution des dépenses et des recettes**
- ❖ **La structure et l'évolution des effectifs et de la masse salariale.**

Ce débat doit avoir lieu dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif.

Rapport d'orientations budgétaires 2025



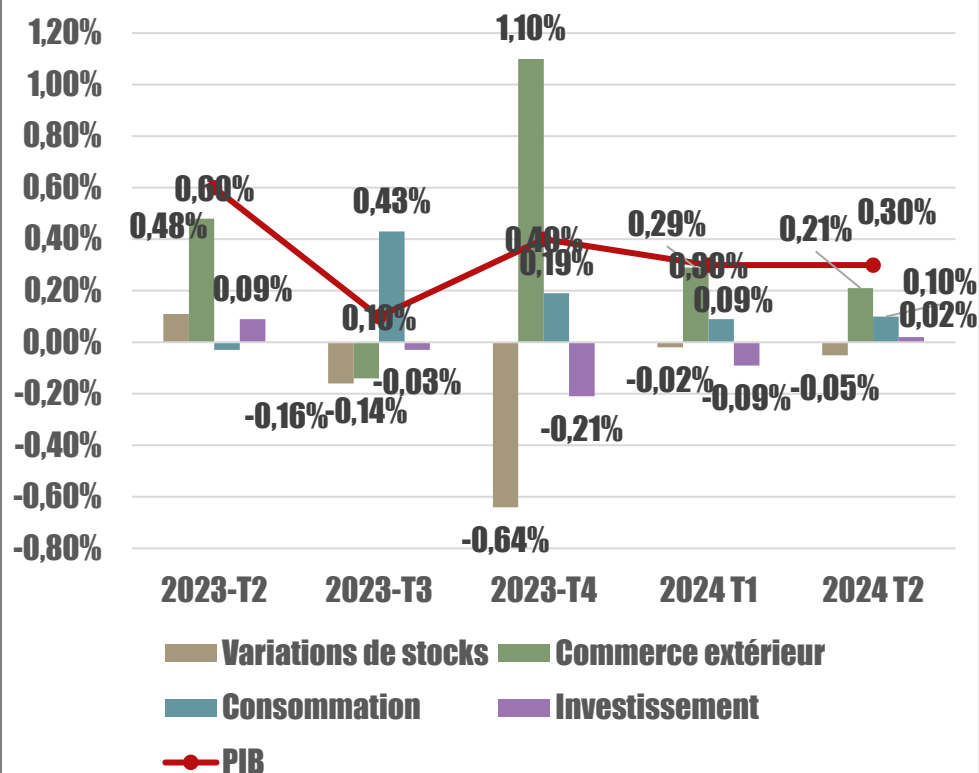
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250130-DEL_2025_0111-DE

Accusé certifié exécutoire

Le contexte national et le projet de loi de finances 2025

France : Produit intérieur brut - INSEE

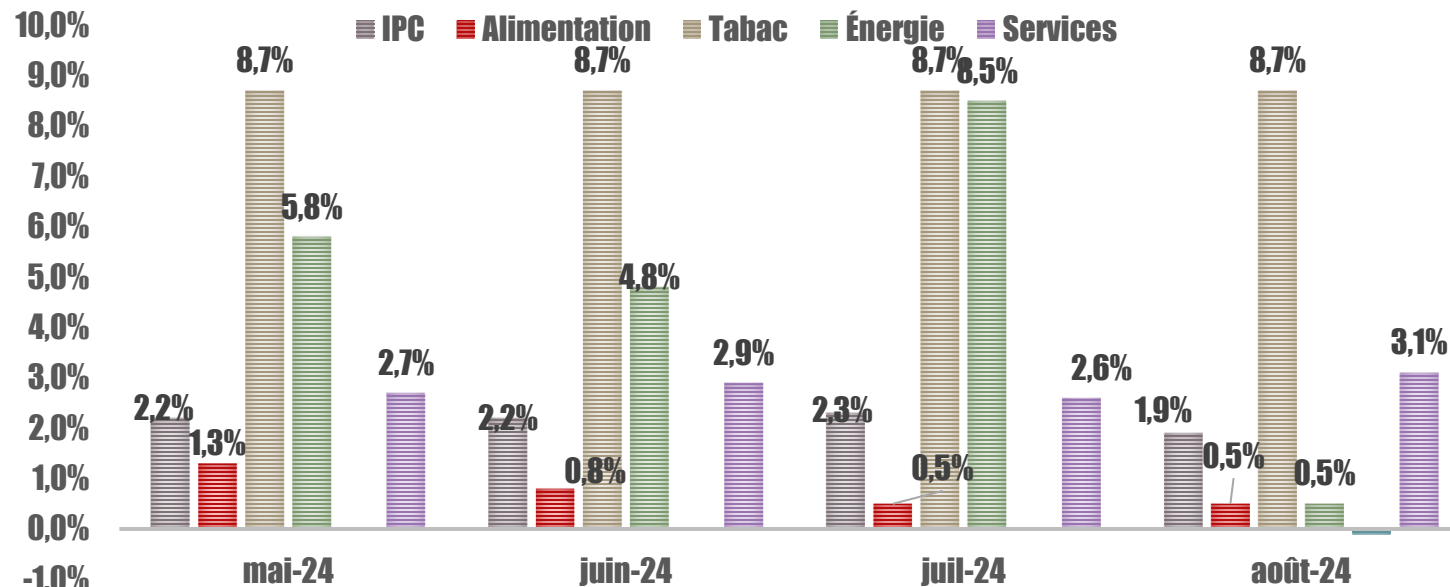


CROISSANCE ET INFLATION

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE A PROGRESSÉ UN PEU PLUS QUE PRÉVU AU DEUXIÈME TRIMESTRE, TIRÉE PAR LA DEMANDE INTÉRIEURE ET UN REBOND DE LA PRODUCTION, CE QUI DONNE AU GOUVERNEMENT L'ESPOIR D'UNE CROISSANCE SUPÉRIEURE À SA PRÉVISION DE 1% POUR 2024.

DU CÔTÉ DES ENTREPRISES, LE CLIMAT DES AFFAIRES A PLONGÉ AU MOIS DE JUILLET À UN NIVEAU INÉDIT DEPUIS 2021, APRÈS L'ANNONCE DE LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A CHUTÉ DE 3% SUR UN AN AU MOIS D'AOÛT, D'APRÈS L'INSEE. PASSÉ L'EUPHORIE DES JEUX OLYMPIQUES, L'ÉCONOMIE FRANÇAISE POURRAIT BRUTALEMENT MARQUER LE PAS AU DERNIER TRIMESTRE. EN EFFET, L'INSEE TABLE SUR UN REPLI DE LA CROISSANCE DU PIB À -0,1% AU DERNIER TRIMESTRE.

FRANCE : ÉVOLUTION DES POSTES CONTRIBUANTS À L'INFLATION - INSEE



L'inflation en France est passée sous la barre des 2 % pour la première fois depuis 3 ans : l'indice des prix à la consommation calculé par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) est en effet tombé à 1,9 %, en août, selon les premières estimations publiées vendredi 30 août. En juillet, il s'était établi à 2,3 %.

Cette baisse de l'inflation s'expliquerait par le très net ralentissement des prix de l'énergie, précise l'Insee : sur un an, les prix de l'électricité ont ralenti, en raison d'un « effet de base », puisque les tarifs réglementés de l'électricité avaient été relevés au 1er août 2023. Les prix des carburants et autres fiouls ont également ralenti en raison de la baisse des cours du pétrole.

L'alimentation, qui a connu une inflation à deux chiffres au plus fort de la crise, connaît depuis plusieurs mois une évolution plus raisonnable. En août, comme en juillet, la hausse des prix des produits alimentaires n'est plus que de 0,5 % sur un an contre 11,2 % il y a un an.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025 : LES PRINCIPALES MESURES APPLICABLES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

- **LA MESURE PHARE DU PLF 2025 : LA CRÉATION D'UN FONDS DE RÉSERVE: L'ARTICLE 64**

AFIN D'ASSOCIER LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES À UN **EFFORT DE REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES** (COMME LE PRÉVOIT LA LPFP 2023-2027), **L'ARTICLE 64 DU PLF POUR 2025 PRÉVOIT LA CRÉATION D'UN NOUVEAU « FONDS DE RÉSERVE » POUR LES FINANCES LOCALES.**

CE FONDS SERAIT ABONDÉ PAR UN **PRÉLÈVEMENT SUR LE MONTANT DES IMPOSITIONS** DES COMMUNES, DES DÉPARTEMENTS, DES RÉGIONS ET DE LEURS ÉTABLISSEMENTS PUBLICS À FISCALITÉ PROPRE DONT LES **DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT SONT SUPÉRIEURES À 40 MILLIONS D'EUROS.**

CE PRÉLÈVEMENT SERAIT CEPENDANT CONDITIONNÉ AU **DÉPASSEMENT D'UN « SOLDE DE RÉFÉRENCE »**, DÉTERMINÉ PAR ARRÊTÉ DU MINISTRE DU BUDGET.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025 : LES PRINCIPALES MESURES APPLICABLES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250130-DEL_2025_0111-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/01/2025

- **LA DGF DU BLOC COMMUNAL**

L'ARTICLE 29 DU PLF 2025 INTÈGRE UNE QUASI-STABILISATION DES PRÉLÈVEMENTS SUR RECETTES AU PROFIT DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT. L'ENVELOPPE PASSE AINSI DE **27 245 046 362 € EN 2024 À 27 244 686 833 € EN 2025.**

AU SEIN DE CETTE ENVELOPPE, 320 M€ D'ABONDEMENT SERVIRONT À FINANCER, COMME EN 2024, LA PROGRESSION DE **290 M€ DES DOTATIONS DE PÉRÉQUATION VERTICALE DES COMMUNES** (DSR ET DSU) AINSI QUE CELLE DE **LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ (DI)** DES EPCI À HAUTEUR DE **30 M€.**

CET ABONDEMENT SERA FINANCÉ PAR LE **MÉCANISME D'ÉCRÊTEMENT DE LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES** ET DE LA PART CPS DES EPCI.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025 : LES PRINCIPALES MESURES APPLICABLES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES



- **DES ABONDEMENTS DES DOTATIONS DE PÉRÉQUATION VERTICALE QUASI-INCHANGÉS EN 2025**

En 2024, l'abondement de l'enveloppe de **DSU** était initialement fixé à **140 M€**. Le **Comité des finances locales** a finalement décidé « d'ajouter » **10 M€** supplémentaire à cette enveloppe, la portant ainsi à **150 M€**.

Pour 2025, le **PLF** prévoit un abondement de la **DSU** à hauteur de **140 M€**.

Concernant la **DSR**, elle sera abondée de **150 M€** (même enveloppe qu'en 2024). Comme en 2024, **60% de ces 150 M€** bénéficieront à la fraction péréquation de la **DSR** (20% à la DSR bourg-centre et les 20% à la DSR cible).

Tout comme les années précédentes, la péréquation des départements augmente de 10 M€.

- **LES MESURES RELATIVES AU FPIC**

L'enveloppe globale du **Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)** est maintenue à **1 milliard d'euros**. Toutefois, malgré cette stabilité, des variations sont toujours à prévoir sur les montants individuels calculés.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025 : LES PRINCIPALES MESURES APPLICABLES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

- **Coefficient de revalorisation forfaitaire des bases pour 2025**

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont **revalorisées** en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017).

Au mois de septembre 2024, selon les **prévisions de la Banque de France**, l'IPCH s'établiraient à **+2,5% en 2024, +1,5% en 2025 et +1,7% en 2026**.

Ces prévisions sont à appliquer sur les bases en N+1.

Toutefois, ces prévisions s'appliquent **uniquement sur les bases d'habitation et de locaux industriels** (et non sur les bases dites professionnelles et commerciales).



PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025 : LES PRINCIPALES MESURES APPLICABLES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

- **UNE DIMINUTION CIBLÉE DU SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT**

DIMINUTION DU FONDS VERT

LE **FONDS VERT** EST LA PRINCIPALE « VICTIME » DE LA DIMINUTION DU SOUTIEN APPORTÉ À L'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS PAR L'ÉTAT. LA **DIMINUTION DE CETTE RESSOURCE AU PLF 2025** NE VIENT CEPENDANT QUE PÉRENNISER UNE ACTION DÉJÀ MISE EN PLACE SUR L'ANNÉE 2024.

EN EFFET, LA LF 2024 AVAIT OUVERT 2,50 MD€ MAIS LES CRÉDITS DE PAIEMENT NE SE SONT MATÉRIALISÉS QU'À HAUTEUR DE 1,12 MD€.

LE PLF 2025 VIENT CONSACRER CETTE BAISSSE EN ACTANT UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT D'UNIQUEMENT 1 MD€ POUR 2025.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025 : LES PRINCIPALES MESURES APPLICABLES AUX COLLECTIVITÉS LOCALES



- **FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT :**

Les **mesures de soutien à l'investissement** sont reconduites pour un montant de 2 Mds€ réparti en quatre enveloppes distinctes comprenant des conditions d'éligibilité différentes (DSIL, DETR, DPV et DSID).

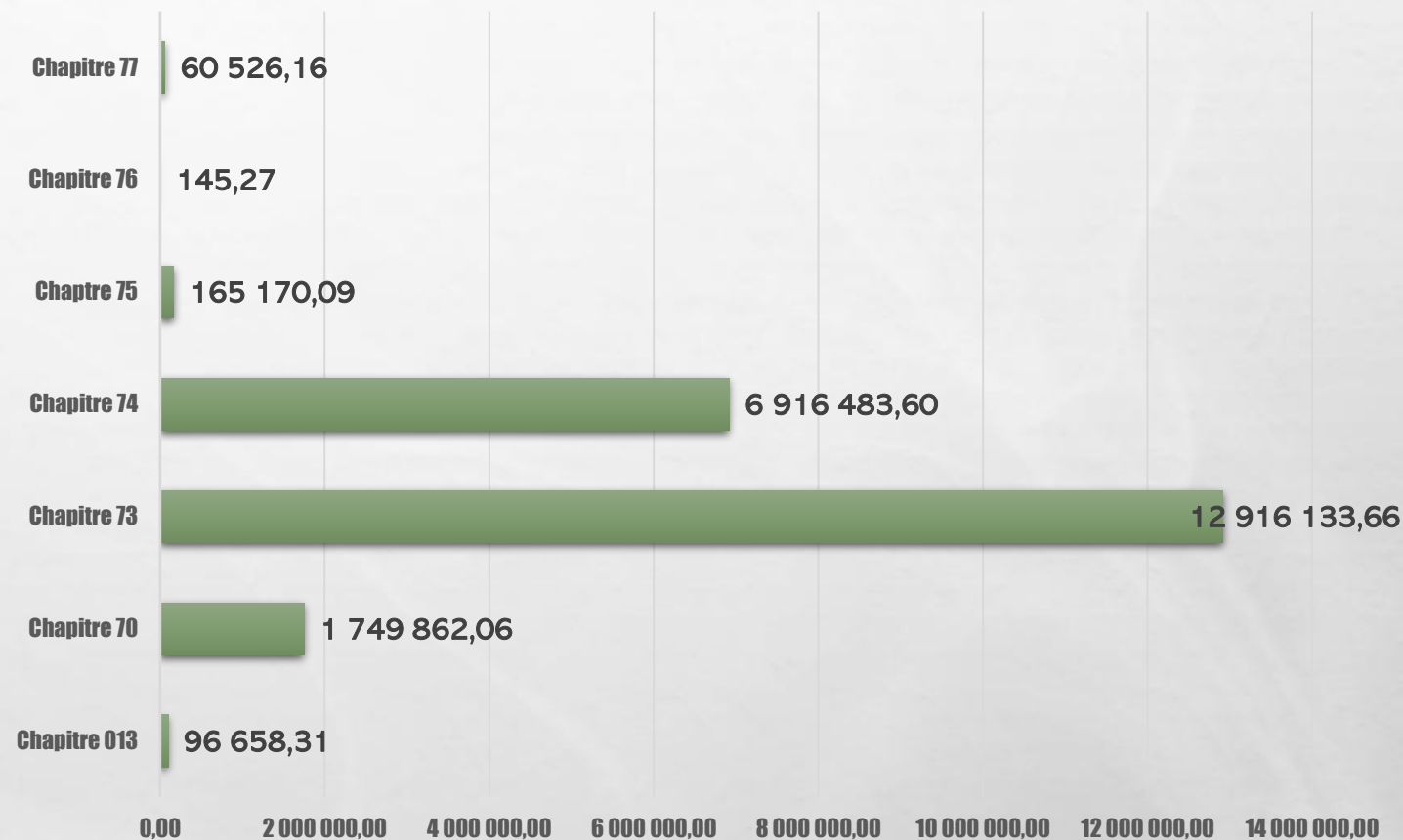
Récapitulatif des enveloppes :

	PLF 2025
DSIL	570 M€
DETR	1,046 Mds€
DPV	150 M€
DSID	212 M€

- FCTVA : DIMINUTION DU TAUX DE 10% ET FIN DE L'ÉLIGIBILITÉ POUR LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT.
- PLFSS 2025: HAUSSE DES COTATIONS À LA CNRACL DE 4 POINTS EN 2025.

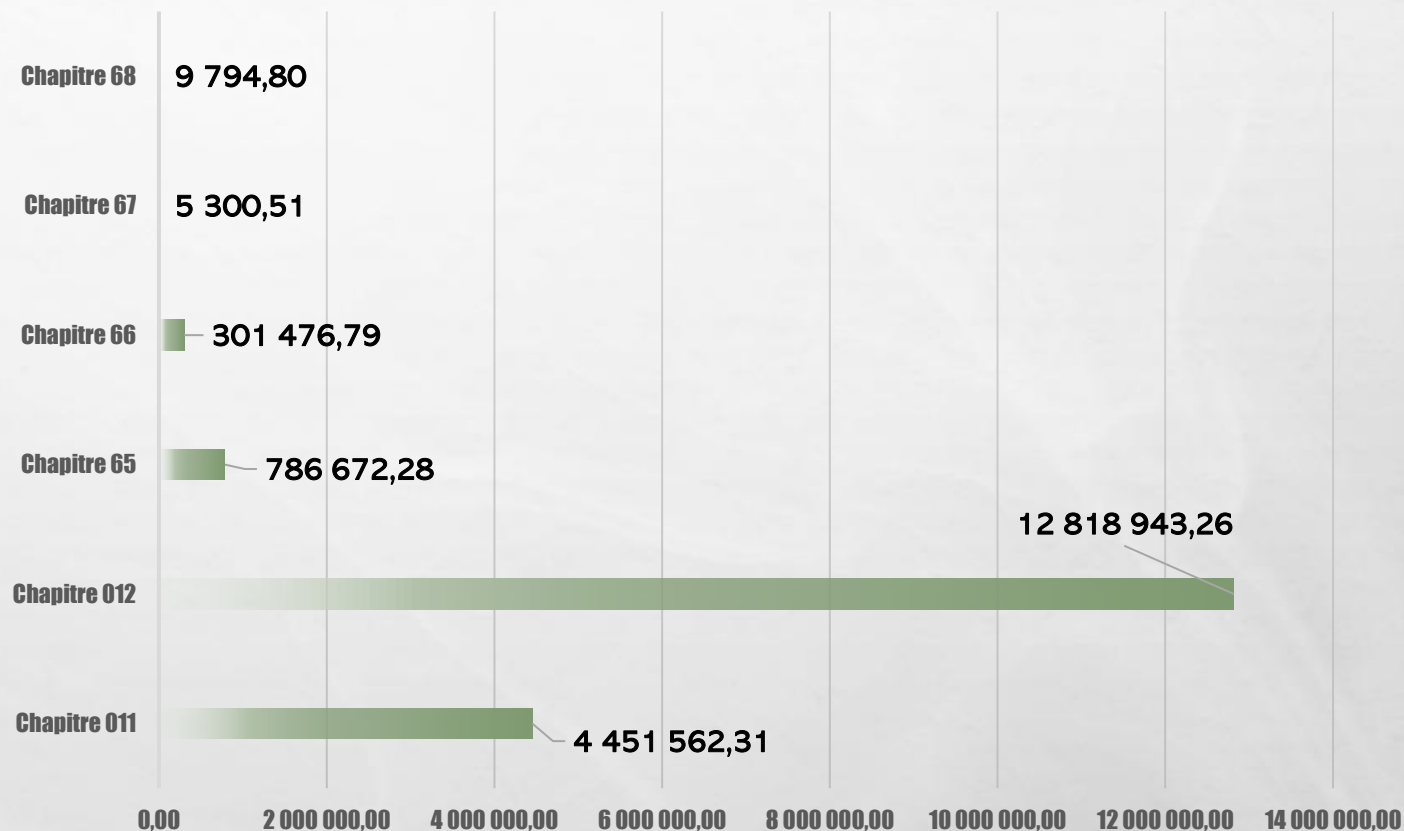
EXÉCUTION DU BUDGET 2024 (EN COURS)

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



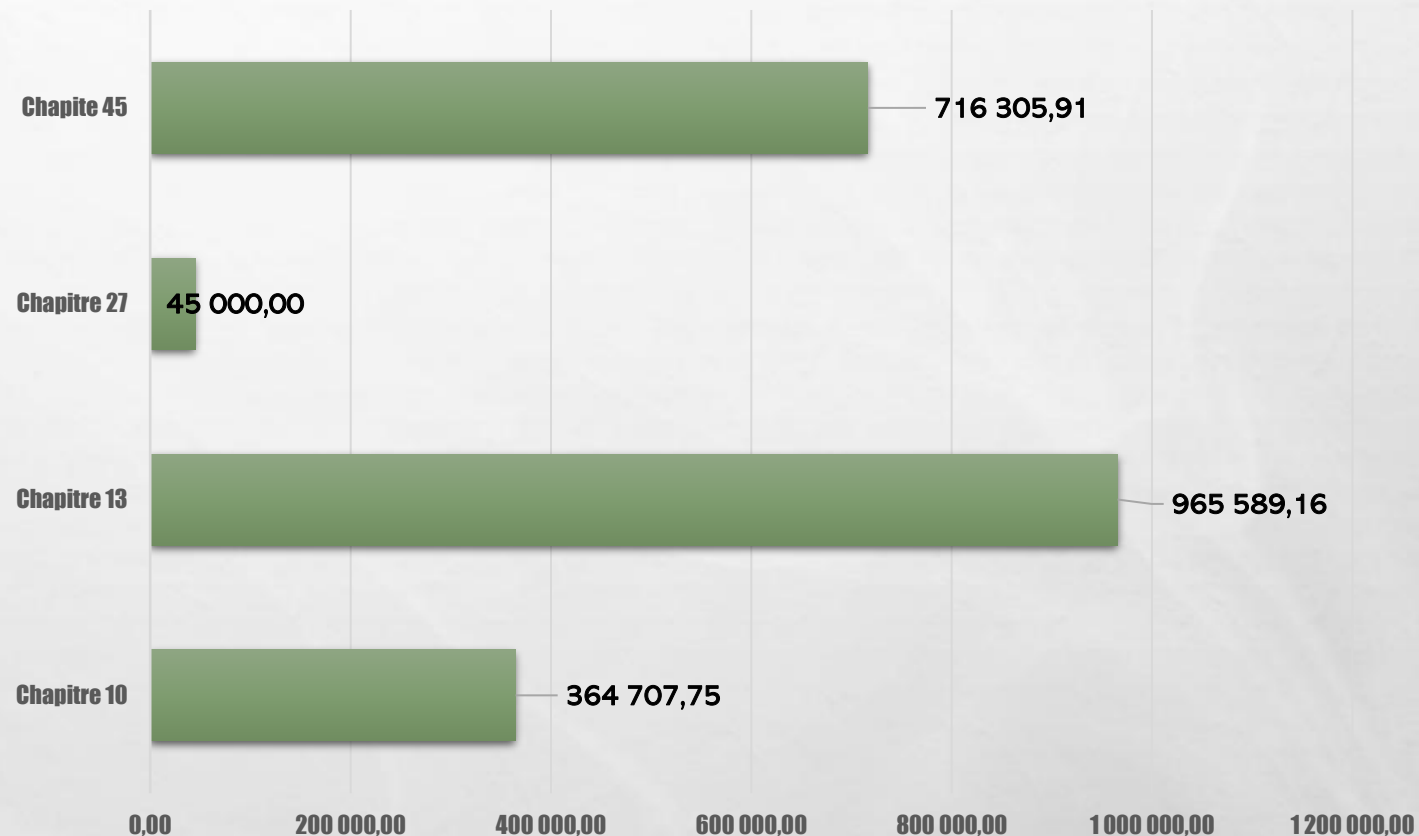
EXÉCUTION DU BUDGET 2024 (EN COURS)

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



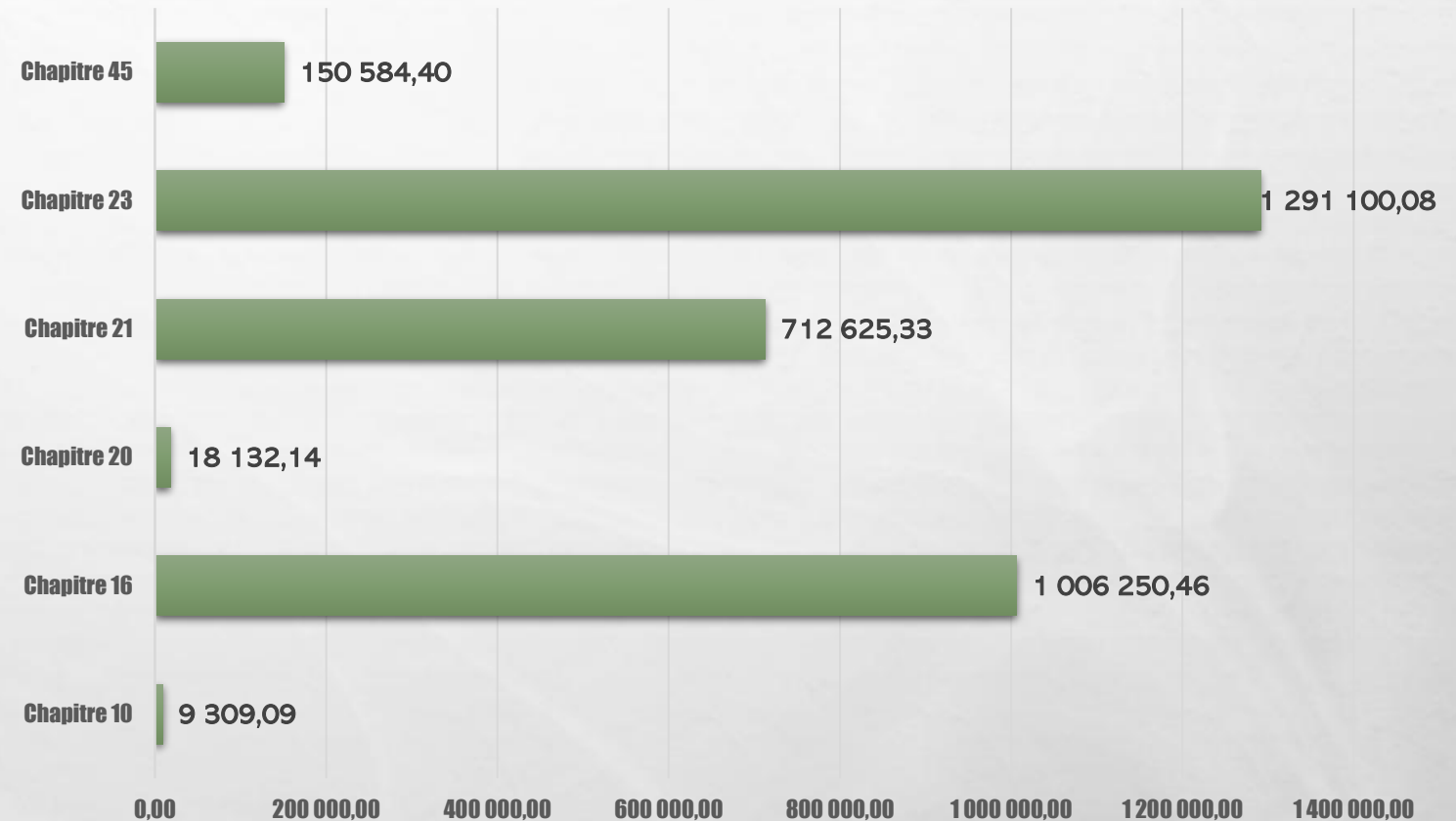
EXÉCUTION DU BUDGET 2024 (EN COURS)

Recettes d'investissement



EXÉCUTION DU BUDGET 2024 (EN COURS)

Dépenses d'investissement



Orientations 2025

Les orientations en fonctionnement

- + La rationalisation des recrutements, avec priorité donnée aux mutations internes et aux reclassements des agents en attente de mobilité.
- + Mise en place des horaires variables dans certains services.
- + Accentuer et privilégier le recours à des saisonniers. Les besoins et la charge de travail étant fluctuant sur une année.
- + Assurer une continuité de la démarche de prévention des risques au sein de la collectivité.
- + Développer et installer la E-administration
- + Continuer le développement de l'infrastructure informatique (Share point)
- + S'assurer que toute nouvelle activité soit financée par une baisse de dépense ou une recette équivalente dans une logique de priorisation
- + Continuer le recours possible à une externalisation de certaines missions
- + S'inscrire dans la recherche perpétuelle de subventions nouvelles ou reconduites.
- + La passation de marchés publics devra être systématiquement mise en place afin de respecter le cadre réglementaire et de réaliser, dans la mesure du possible, des économies d'échelle. (Fiche marché).

Rationalisation des achats

Pour réduire les dépenses structurelles, il convient de poursuivre le travail de rationalisation mené au sein du pôle. La démarche des achats sera à engager sous les formes suivantes :

- Recenser, idéalement les besoins en équipement, services ou travaux afin de regrouper ces besoins par famille de produit et ainsi optimiser les consultations : définir clairement le besoin
- Création d'accords-cadres répondants aux travaux d'entretiens courant des équipements de la ville
Développer les adhésions aux contrats cadres via les plateformes régionales, les groupements de commandes, etc...

La masse salariale

Compte tenu de la situation financière de la Ville ainsi que de ses engagements contractuels, la masse salariale doit être maintenue sous contrôle permanent en raison de son poids considérable dans l'ensemble des dépenses de fonctionnement.

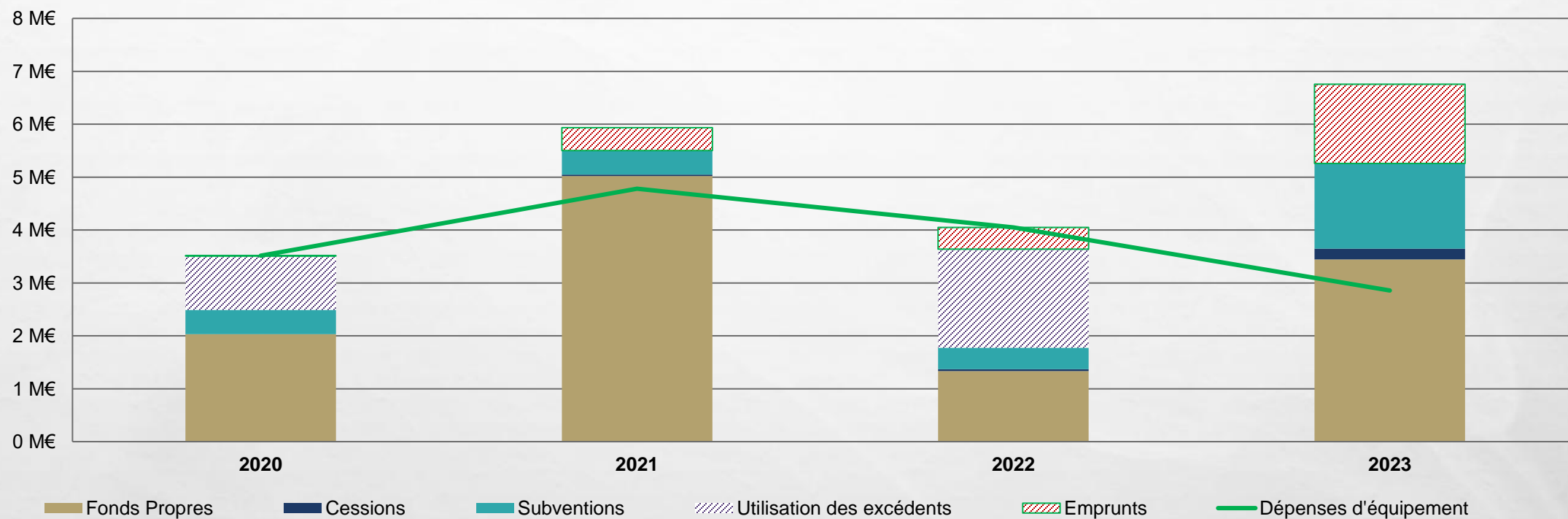
La dépense en masse salariale a connu une forte augmentation entre 2021 et 2023. Il est important de relativiser cette hausse par l'impact des mesures prises par le gouvernement en matière de revalorisation du point d'indice. L'augmentation de 8,44 % entre 2021 et 2022 a été maîtrisée en limitant la hausse à 4.78% entre 2022 et 2023.



Les orientations en investissement

La poursuite en 2025 des orientations fixées :

- + La poursuite de la mise en accessibilité des établissements recevant du public,
- + Déconstruction de l'école du Bourg
- + Notre programme en matière d'environnement : plan de végétalisation et développement du patrimoine arboré, suivi écologique.
- + Construction du point accueil jeunes
- + Déconstruction du gymnase Eluard
- + Reconstruction du complexe sportif gymnase Eluard (Chiffrage)
- + Aménagement de l'avenue et de la place Jean Jaurès (Chiffrage)
- + Audit technique du Hangar
- + AMO groupe scolaire du Lancy
- + Reconstruction de la maison de quartier de la Pontonnerie



13,8 M€ DE DÉPENSES D'ÉQUIPEMENTS RÉALISÉES SUR LA PÉRIODE



Orientations budgétaires au 12/01/2025 (arbitrages en cours): structure des sections

Section investissement: Recettes	Section fonctionnement: Recettes
Subventions d'investissement Dotations et fonds divers Produits de cession des immobilisations Emprunt Opérations de transfert entre sections Virement de la section de fonctionnement	Produits des services et du domaine Fiscalité, impôts et taxes Dotations et participations Produits de gestion courante Produits financiers et exceptionnels Dotations aux provisions Opérations d'ordre budgétaires
<u>4 500 000€</u>	<u>21 100 000 €</u>
Section investissement: Dépenses	Section fonctionnement: Dépenses
Etudes Equipements informatiques Equipements mobilier, matériels,... Travaux de voiries Travaux de construction Remboursement du capital Dotations et fonds divers Opérations de transfert entre sections	Charges à caractère général Masse salariale Opérations de gestion courante Charges financières et exceptionnelles Opérations d'ordre budgétaires Virement à la section d'investissement

- CONCERNANT LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE 2025 EN FONCTIONNEMENT ET EN INVESTISSEMENT, LES DEUX SECTIONS DEVRAIENT SE STABILISER AUX ALENTOURS DE 21 100 000 € ET 4 500 000 € RESPECTIVEMENT (VALEURS APPROXIMATIVES), CES MONTANTS CORRESPONDENT À UN ÉTAT AU 12/01/2025, LES ARBITRAGES ÉTANT EN COURS, LES RECETTES ET DÉPENSES NE SONT PAS ARRÊTÉES DU FAIT DE L'INCERTITUDE NATIONALE ACTUELLE ET DU PLF, TOUJOURS PAS VOTÉ.
- LES MONTANTS DÉFINITIFS SERONT COMMUNIQUÉS À LA PROCHAINE COMMISSION CONSACRÉE AU BUDGET PRIMITIF 2025.

Une progression du produit de la fiscalité directe sous le seul effet base

Le produit des contributions directes évolue chaque année sous l'impulsion de la revalorisation annuelle des bases.

Le produit de la fiscalité directe progresse en moyenne de 1,50%/an.

L'évolution des bases fiscales est fondée sur deux éléments : la revalorisation forfaitaire et la variation physique (nouvelles constructions et retour à l'imposition).

Par prudence, le travail réalisé intègre une revalorisation forfaitaire de 1,5%. Nous avons estimé ces recettes à hauteur de 9 530 000 €

Les autres recettes fiscales indirecte (taxes sur l'électricité, droit de mutation,...) ont été évaluées au même niveau que l'année précédente.

Un retour de l'écèlement de la dotation forfaitaire

Le calcul du montant de la DF s'effectue selon deux variables.

D'une part sur la base de l'évolution de la population, à la hausse ou à la baisse qui entraîne une majoration ou une minoration du montant de la Dotation Forfaitaire (DF).

D'autre part, en fonction du potentiel fiscal par habitant de la commune qui la rend éligible ou non au mécanisme d'écèlement. Cet écèlement est suspendu exceptionnellement en 2023 et 2024.

Chalette sur Loing ayant un potentiel fiscal par habitant supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen national connaît donc un écèlement. Nous avons estimé la DF à 1 474 000 €.

Concernant la Dotation de Solidarité Urbaine, nous avons estimé cette enveloppe à hauteur de 2 855 000 €.

Les autres recettes de fonctionnement évoluent peu par rapport à l'exercice 2024. Une légère hausse est constatée pour les produits du domaine (moins de 1%).

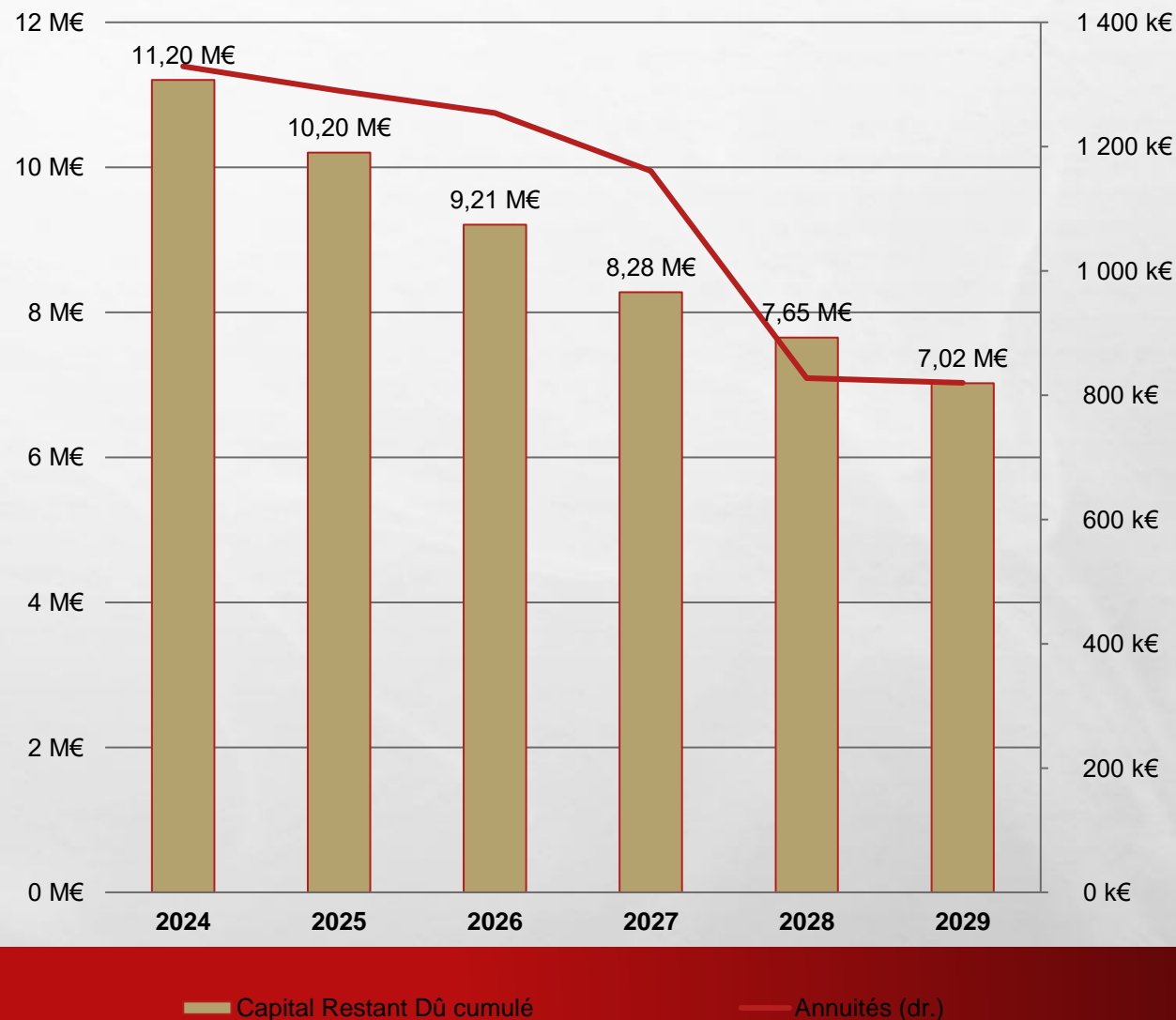
Dépenses de fonctionnement:

En termes de prévisions des autres charges de fonctionnement, les hypothèses d'évolution sont les suivantes:

- Les charges à Caractère général : +2%**
- Les charges de gestion courante : +0,6% en moyenne**

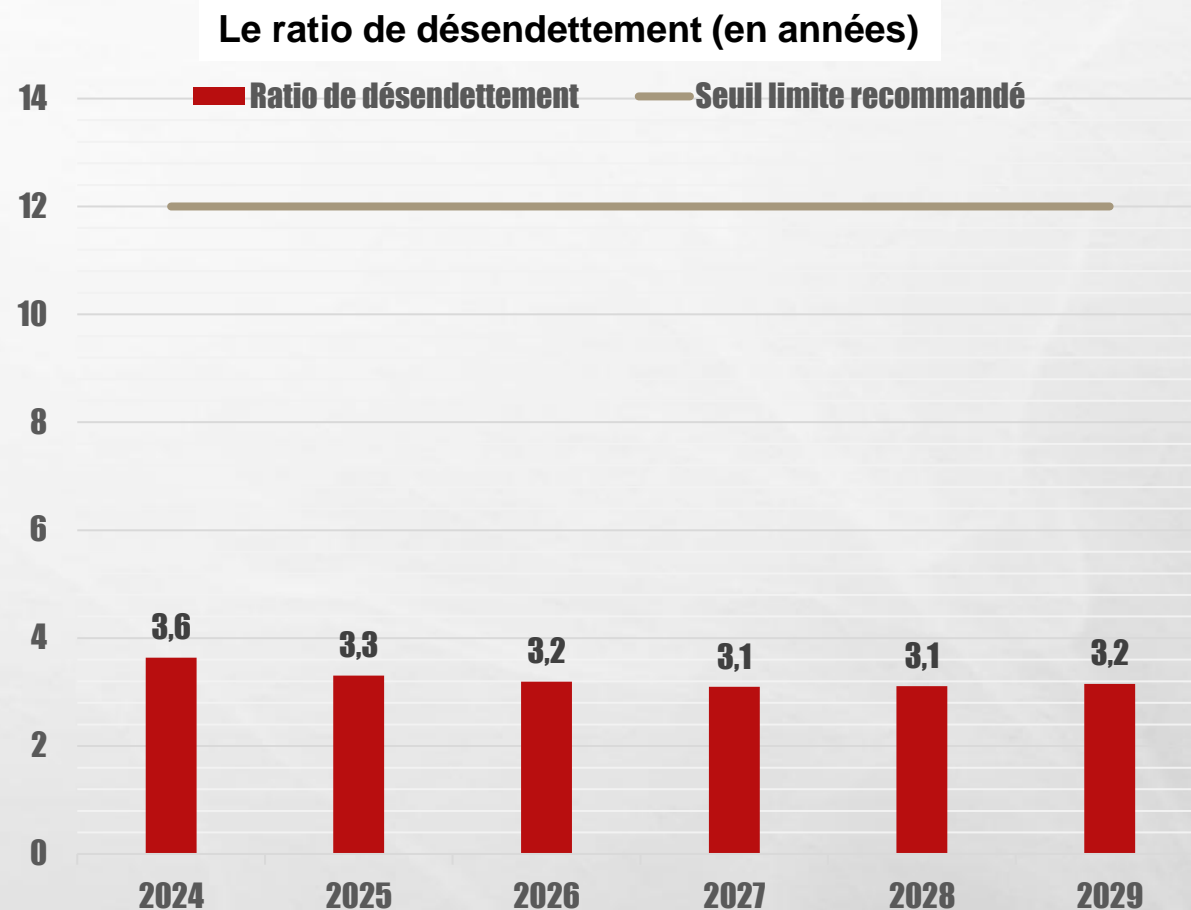
LA DETTE ET LE RECOURS À L'EMPRUNT

ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE
DETTE ET DU RECOURS À
L'EMPRUNT



Un ratio de désendettement se maintenant à un niveau de 3 années

Le ratio de désendettement reste éloigné du seuil limite des 12 années. Malgré le désendettement de la Ville sur la période 2024-2029, le ratio se maintient aux alentours de 3 années.



Focus sur la masse salariale et les effectifs



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250130-DEL_2025_0111-DE

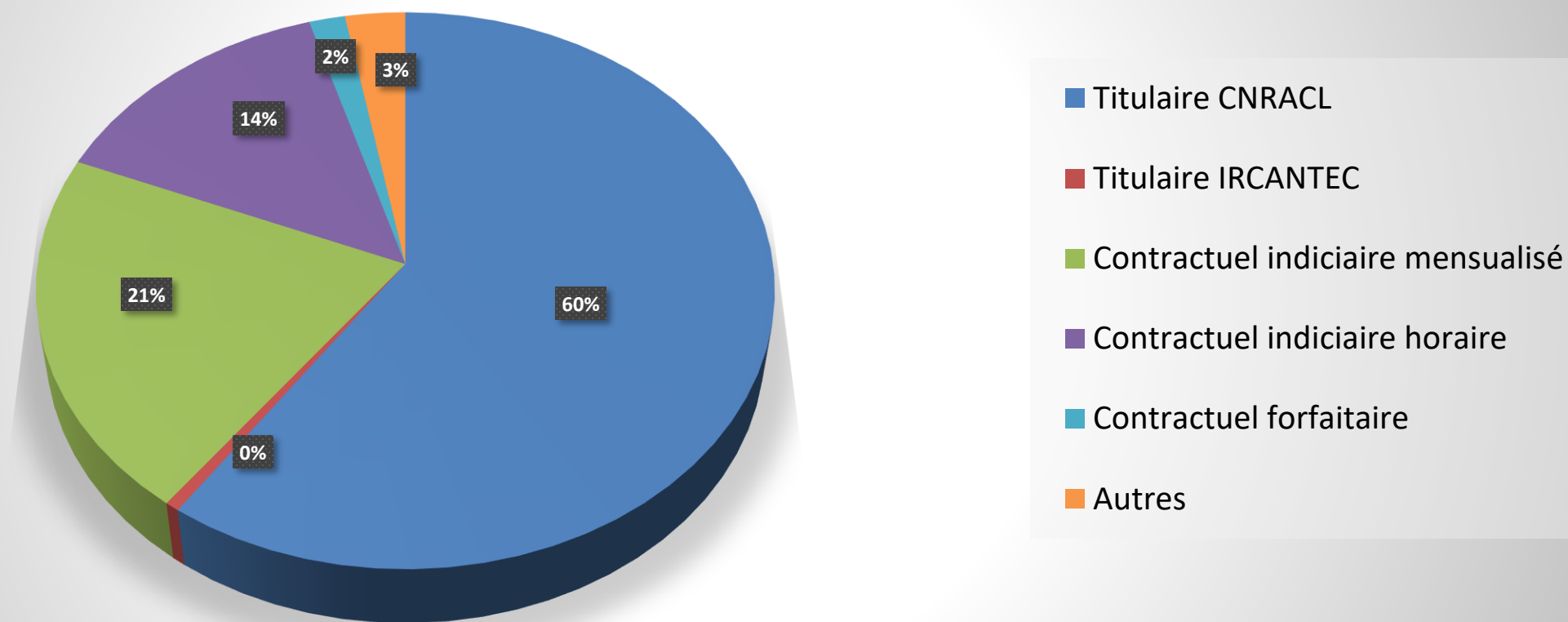
Accusé certifié exécutoire

EVOLUTION PREVISIBLE DU BUDGET RH

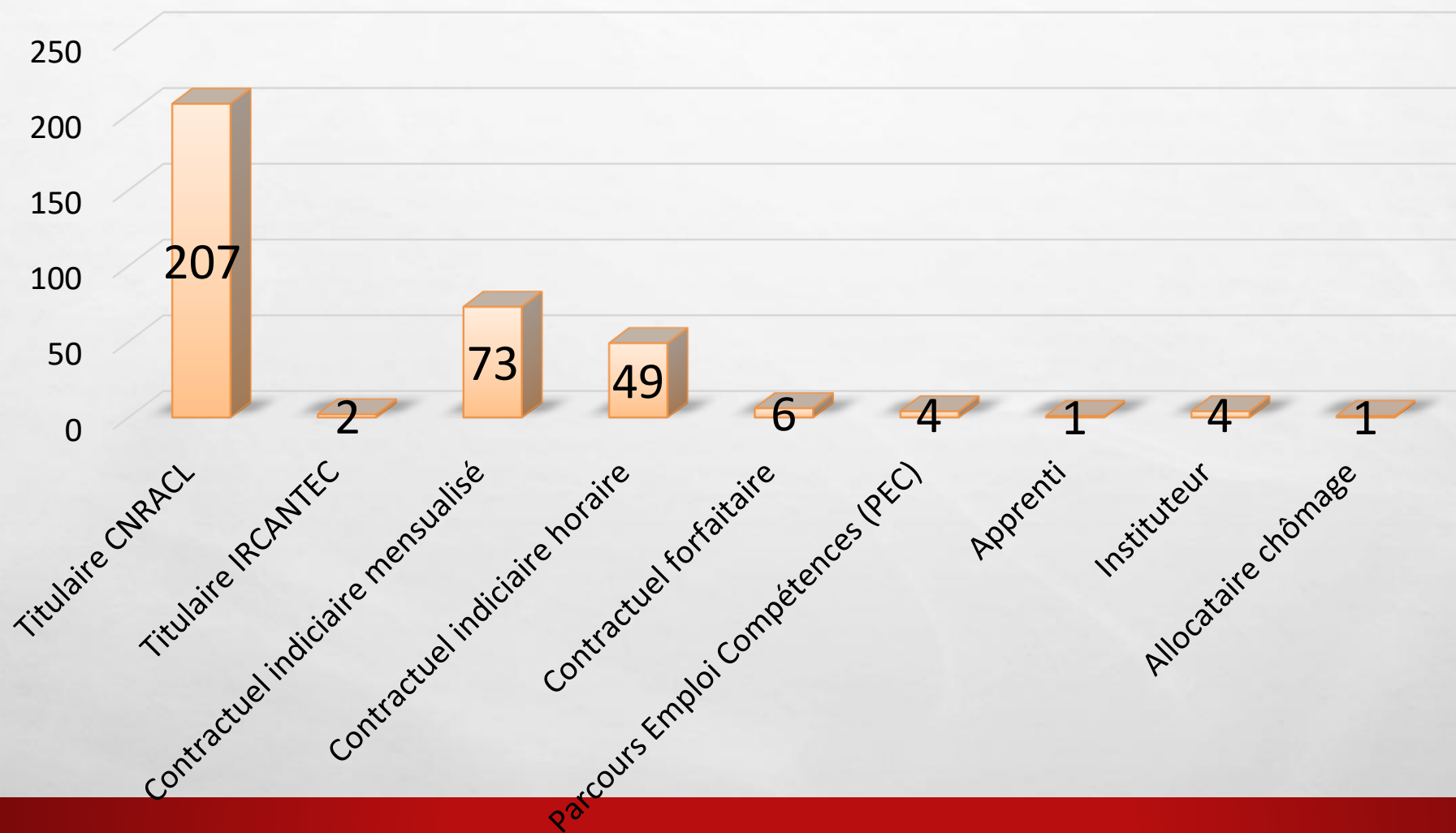
	2024 Réalisé	BP 2025 (projet au 17/01/25)
Chapitre 11 (Formation, déplacements)	102 986€	99 589€
Chapitre 12 (Rémunérations, charges, assurance)	12 819 439€	13 352 880€
Chapitre 65 (Indemnités élus)	249 789€	258 575€

PROFIL DE REMUNERATION EN 2024 - EFFECTIF EN % :

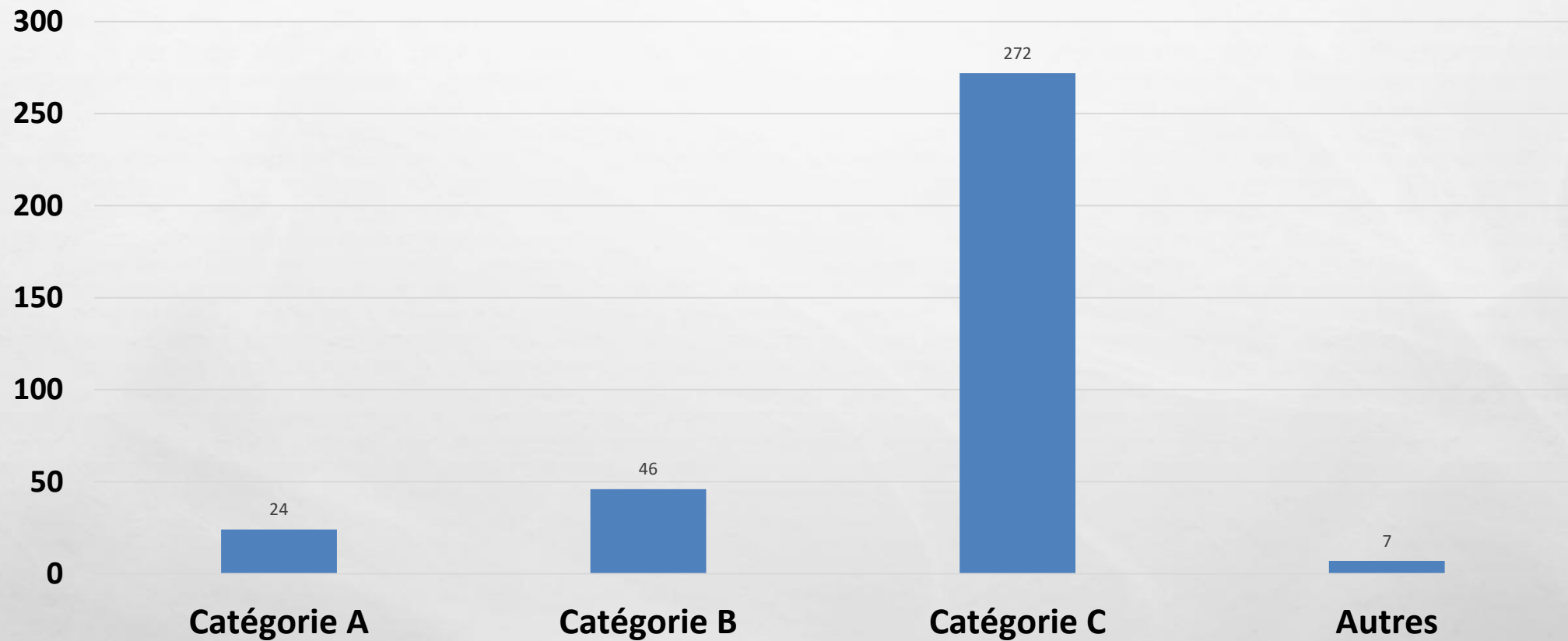
Profil de rémunération en 2024 (moyenne sur l'année) :



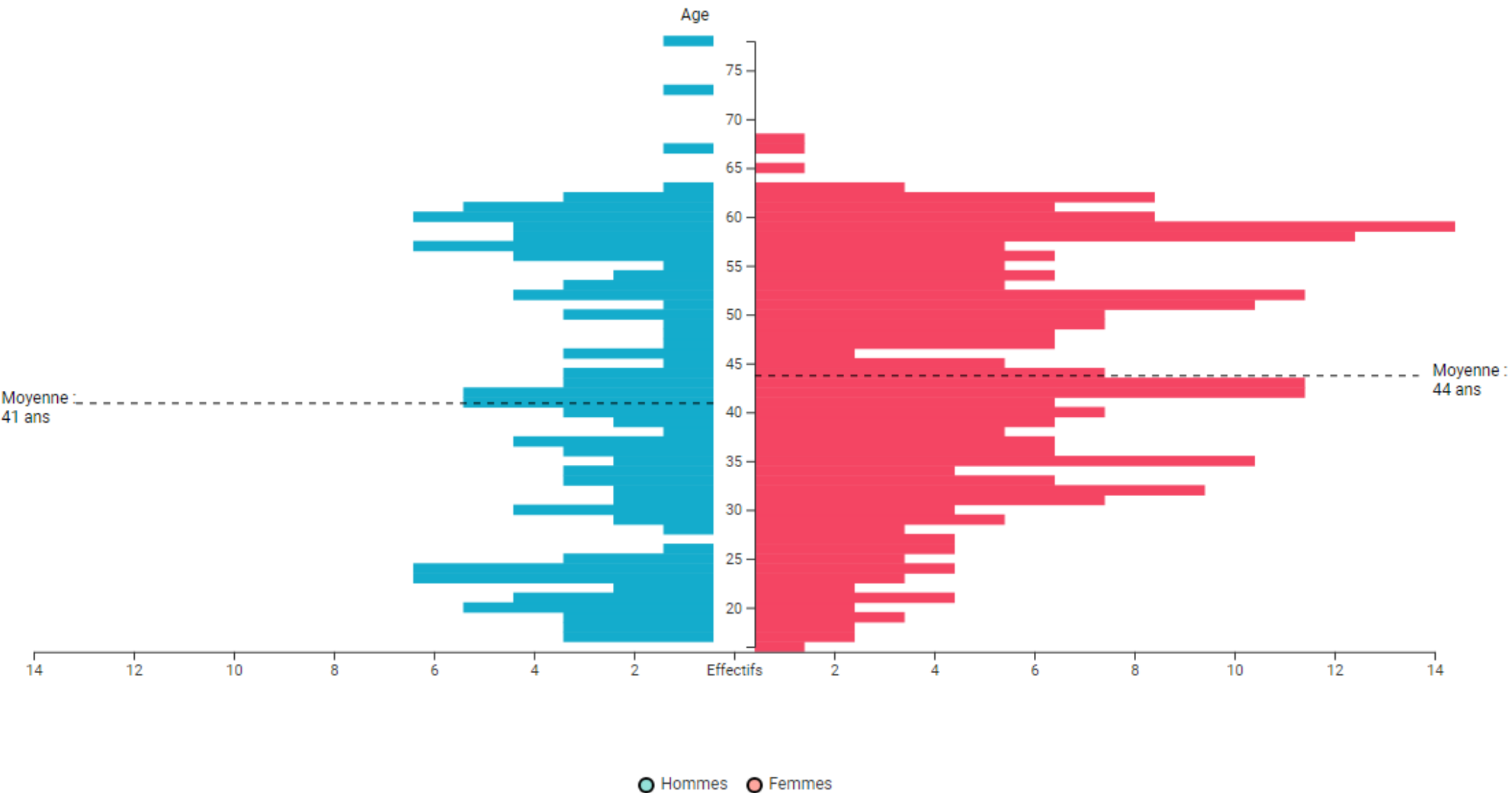
PROFIL DE REMUNERATION EN 2024 (Effectif en nombre)



Effectif par catégories en 2024 (moyenne sur l'année) :



Age moyen des effectifs en 2024, par sexe :



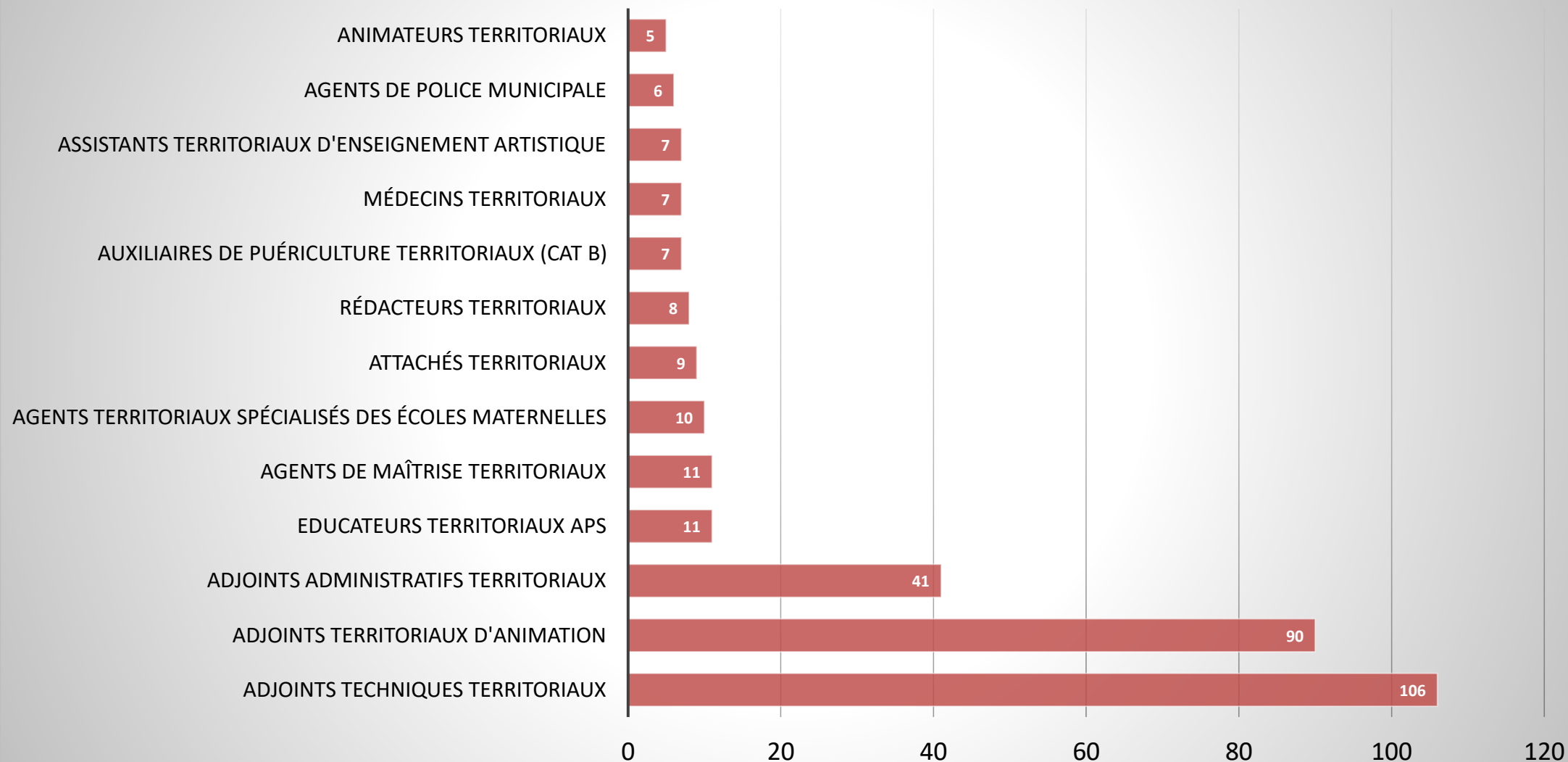
43 Ans

Age moyen constaté entre janv. 24 et déc. 24

-1 An(s)

Evolution de l'âge moyen par rapport à la période de janv. 23 à déc. 23

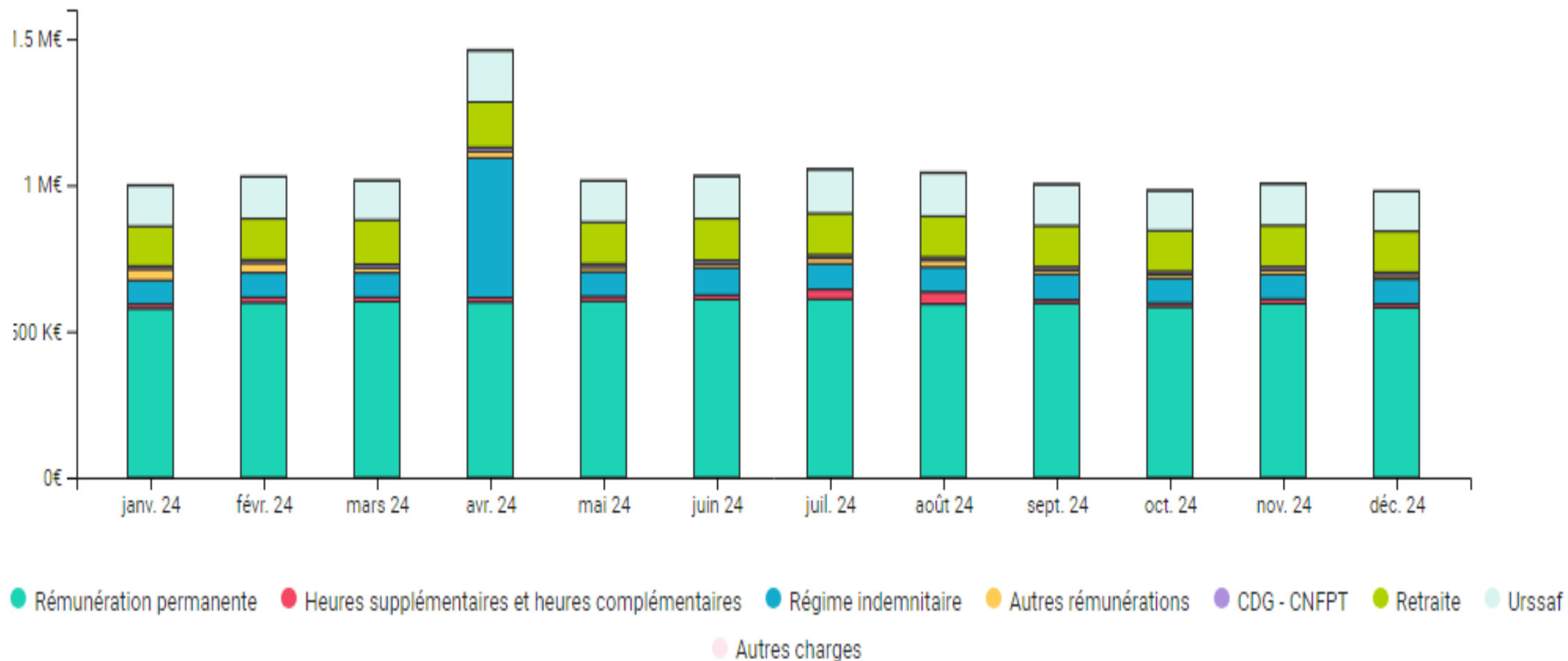
Répartition des effectifs en 2024 au sein des 13 cadres d'emplois les plus représentés :



EVOLUTION DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES CHARGEES ENTRE 2023 ET 2024 :

Regroupement de profils	Montant total (janv. 23 à déc. 23)	Montant total (janv. 24 à déc. 24)	Evolution (en %)	Impact financier (en €)
Contractuels de droit privé	71 937,00	94 859,00	0,32	22 922,00 €
Contractuels de droit public	3 762 864,00	3 978 561,00	0,06	215 698,00 €
Autres	25 167,00	25 643,00	0,02	476,00 €
Titulaires	8 596 540,00	8 526 310,00	-0,01	- 70 229,00 €
Total	12 456 507,00	12 625 374,00	0,01	168 867,00 €

EVOLUTION ET REPARTITION DES REMUNERATIONS ET DES CHARGES SUR 2024 :



INSCRIPTIONS BP 2025 – ANTENNE RH – AU 17/01/2025 :

	PREVISIONS BP 2025	RAPPEL BP 2024
TOTAL CHAPITRE 11	99 589,00	125 380,00
dont formations / 6184	50 389,00	66 050,00
dont Voyages et déplacements / 6251	32 250,00	41 870,00
TOTAL CHAPITRE 12	13 352 880,00	13 479 631,00
Dont rémunérations brutes et cotisations employeurs	13 150 380,00	13 278 331,00
Autres dépenses Chapitre 12 dont :	202 500,00	201 300,00
Enveloppe de sécurité	30 000,00	35 000,00
Enveloppe avancement de grades	4 000,00	3 700,00
GIPA	25 000,00	26 000,00
Indemnité fonctions itinérantes	19 000,00	19 000,00
Forfait mobilités durables	15 000,00	16 600,00
Rattrapage NBI régies	6 000,00	15 000,00
Enveloppe Revalorisation RI	10 000,00	10 000,00
Elections (HS)	12 000,00	6 000,00
Assurance du personnel	75 000,00	65 000,00
CHAPITRE 65	258 575,00	249 105,00
TOTAL BP RH 2025	13 711 044,00	13 854 116,00



IMPACTS PREVISIBLES DE CERTAINES MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES et/ou EVENEMENTS SUR LE BP 2025 :

- Hausse du taux de cotisation URSSAF : + 1 point = + 46 717€
- Hausse du taux de cotisation CNRACL (titulaires) : + 4 points = + 186 870€
- GIPA (Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat) : Supprimée en 2024, il semblerait que cette « prime » soit de nouveau à l'ordre du jour pour 2025. Montant estimé de 25 000€.
- Allongement de la carence maladie de 1 à 3 jours : non quantifié, mais les dernières informations laissent à penser que cette proposition du Gouvernement Barnier soit abandonnée pour 2025.
- Organisation d'élections nationales courant 2025 : + 12 000€ (contre 6 000€ budgétisés en 2024 pour l'organisation des élections européennes).
- Nouveau régime indemnitaire de la police municipale : + 20 000€

IMPACTS PREVISIBLES DES PRINCIPAUX BESOINS RH SUR 2025 :

- Réussite du concours de policier municipal par un ASVP déjà en poste : + 8 700€
- Recrutement d'un médiateur de santé au CMS (financement 100% ARS) : + 46 000€
- Réorganisation du service financier (2 agents dont 1 sur 9 mois) : + 57 300€
- Saisonniers Services techniques : + 97 500€
- Remplacement agent Ville propre sur 6 mois en prévision départ en retraite : + 19 700€
- Educateur sportif Bouge Ados été 2025 (2 semaines) : + 1 530€
- Recrutement d'un ETP au service Entretien et restauration (suite décès) : + 33 000€
- Recrutement contrat PEC 25 heures hebdomadaires sur 9 mois aux cimetières : + 21 000€
- Renfort polyvalent 26 heures hebdomadaires au service Culturel : + 33 000€
- Adhésion au « bonus attractivité » de la CNAF impliquant une revalorisation nette mensuelle de 100€ pour le personnel de la crèche : + 18 000€ (compensation CAF estimée à 14 000€ sur 2025).